



HAL
open science

Les maquis dans la Résistance

François Marcot

► **To cite this version:**

François Marcot. Les maquis dans la Résistance. Institut d'histoire des conflits contemporains; Fondation pour les études de Défense nationale. Colloque sur les maquis, p. 13-31., 1985, 2-85789-052-4. hal-04862506

HAL Id: hal-04862506

<https://hal.science/hal-04862506v1>

Submitted on 3 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

LES MAQUIS DANS LA RÉSISTANCE

François MARCOT

Publié dans : *Colloque sur les maquis*, Institut d'histoire des conflits contemporains / Fondation pour les études de Défense nationale, 1985, p. 13-31.

Pour beaucoup, à la Libération, le mot de maquis est devenu synonyme de celui de Résistance. C'est que le mot, comme la réalité, s'est chargé d'une valeur quasi mythique, au point qu'il évoque, à lui tout seul, un mouvement dont il ne constitue qu'un des modes d'existence.

À l'origine pourtant les deux entités paraissent fort éloignées l'une de l'autre. Avant que n'apparaissent les premiers maquis, la Résistance a, durant deux longues années, forgé des organisations diverses et entrepris des actions multiples. L'apparition des premiers maquis qui survient à la fin de l'année 1942 s'opère sans que la Résistance puisse en revendiquer la paternité directe. Aussi allons-nous nous intéresser d'abord aux conditions de naissance des maquis, non pas à leur genèse propre mais au caractère plus ou moins « spontané » de leur apparition et à la rapidité de leur prise en compte par la Résistance. Ensuite, nous étudierons comment la Résistance a encadré les maquis et les a intégrés à sa grande aventure. Enfin, nous nous demanderons comment les maquis ont contribué à transformer la Résistance et dans quelle mesure celle-ci ou plutôt ses organisations ont modelé le visage des maquis.

I. LA RÉSISTANCE ET L'APPARITION DES MAQUIS.

1) Les maquis s'imposent à « La Résistance ».

Témoins et historiens sont quasiment unanimes à constater que les maquis apparaissent « spontanément » à partir de la fin de l'année 1942 et surtout du début de 1943. Ils constituent l'une des réponses trouvées par les réfractaires refusant de partir travailler en Allemagne.

Henri Frenay a raconté comment, au cours d'une réunion, le 1^{er} janvier 1943, il avait appris par Marcel Peck (responsable R1 de Combat) que de jeunes réfractaires venus de la région parisienne s'étaient réfugiés dans la montagne en Haute-Savoie :

En somme, dit Michel Brault, ils ont pris le maquis. C'est la première fois à ma connaissance que le mot était prononcé... Une forme nouvelle de la lutte venait de naître spontanément... Aucun d'entre nous ne l'avait prévue (1).

Que l'on ne s'y trompe pas, le maquis ne représente que l'une des formes du refus : 10% des réfractaires se retrouvent dans les maquis d'Isère d'après Paul Silvestre (2) et environ 20% dans le Jura d'après nos estimations, plus sommaires il est vrai. Mais, pour être minoritaire, cette solution n'en modifie pas moins radicalement l'histoire de la Résistance.

Le premier texte important de la Résistance concernant les maquis : « Les directives du comité directeur des M.U.R. » du 1^{er} avril 1943, rédigées par Henri Frenay, reconnaît ouvertement que les dirigeants de la Résistance ont été pris au dépourvu :

Nous avons, hélas, été pris de court par les mesures gouvernementales... Cependant des initiatives individuelles ont joué, souvent en dehors de nous. Des groupes se sont constitués et ont gagné la montagne (3).

Que les maquis n'aient pas été délibérément créés par la Résistance est un fait suffisamment bien admis pour qu'il ne paraisse pas utile d'insister davantage. Il nous semble plus intéressant de formuler un certain nombre de remarques qui corrigent l'idée un peu simpliste d'une apparition totalement spontanée des maquis en dehors de l'existence de toute Résistance.

Comment invoquer une totale spontanéité de la naissance des maquis alors que, depuis l'instauration de la Relève en juin 1942, la presse clandestine de la Résistance ne cesse de condamner le départ de travailleurs français en Allemagne et de dénoncer l'escroquerie de la Relève et le risque de voir le volontariat se transformer en contrainte. « Pas un homme pour l'Allemagne » tel est le slogan systématiquement repris par l'ensemble de la presse clandestine. D'une façon plus générale, en refusant depuis le début le principe de la collaboration, en se situant presque toujours dans une perspective anti-pétainiste, la Résistance a incité à une forme de « désobéissance patriotique » qui ne pouvait que faciliter l'idée du rejet des lois et décrets concernant le travail en Allemagne. On peut difficilement dans ces conditions évoquer une naissance totalement « spontanée » des maquis et les dirigeants de la Résistance ont eu conscience de leur responsabilité indirecte dans la naissance des maquis, et du devoir de leur porter secours ; c'est ce qu'exprime Alban Vistel :

Les dirigeants eurent très vite conscience du poids de l'enjeu. Il s'agissait de l'honneur de la Résistance et peut-être de sa survie. Elle a lancé ses proclamations, multiplié ses efforts pour convaincre ; elle a réussi, les consciences sont éveillées, mais c'est alors que tout commence, que tout devient difficile (4).

D'autre part, si les dirigeants ne sont pas à l'origine d'un mot d'ordre préconisant la création des maquis, cela ne signifie pas que, localement, les résistants de base, en prise avec les réalités immédiates, ne soient pas dans certains cas, à l'origine de la constitution de maquis. Romans-Petit a raconté (5) comment, dès décembre 1942, il est avec les réfractaires de Montgriffon à l'origine des maquis de l'Ain. Ailleurs des résistants prennent l'initiative directe d'inciter les requis à l'insoumission : en janvier 1943, les résistants d'Allevard (Isère) convoquent les requis de la commune à une réunion, ils y assistent eux-mêmes, masqués, les persuadant de ne pas partir et leur offrant « une planque » dans un chalet : c'est le début du maquis (6).

Ajoutons, enfin, que l'idée de se réfugier dans la nature pour se soustraire aux recherches ne germe pas dans le seul esprit des réfractaires. Des résistants « grillés » l'ont déjà mise en pratique : Georges Guingouin en Haute-Vienne dès mai 1941, ou « Fabien » dès septembre 1942 dans le Doubs, ont « pris le maquis » sans le savoir.

Ces nuances ne doivent certes pas nous cacher l'essentiel : le maquis apparaît comme phénomène historique en dehors de l'initiative de la Résistance. Elle a appelé à rejeter la

collaboration, à refuser le travail en Allemagne, elle n'a pas prévu que le maquis puisse constituer l'une des formes de ce refus.

2) La Résistance prend en charge les maquis.

Le sentiment de responsabilité éprouvé par les résistants dès l'apparition des maquis nous permet de comprendre que très rapidement ils prennent en compte puis en charge le phénomène. Sur le terrain, les premiers maquisards contactent rapidement les résistants locaux, ils réclament de l'aide : argent, nourriture, vêtements, conseils, encadrement, armes parfois. Or, à qui demander secours sinon à la Résistance dès lors que les possibilités locales sont obligatoirement limitées ? Guère mieux préparés que les réfractaires, les résistants locaux ne manquent pas de répercuter la demande à l'échelon supérieur :

À chaque instant, écrira plus tard Henri Frenay, nous recevions de véritables S.O.S. des premiers maquis en formation. Ils se tournaient naturellement vers nous qui avions pris la responsabilité de les encourager à la désobéissance, qui étions leurs chefs naturels (7).

L'ampleur des premières campagnes Sauckel a provoqué chez les résistants un véritable choc. Absent de France depuis un mois, Jean Moulin témoigne du trouble qui agite les dirigeants des M.U.R. à son retour ; le 23 mars 1943, il envoie le télégramme suivant :

Situation plus grave que pensais - obligé calmer dirigeants qui croient action alliée imminente - trois classes déjà parties et déportation se poursuit rythme effrayant – Si livraison massive armes pas commencée immédiatement, impossible compter bref délai sur Résistance française (8).

Télégramme que Claude Bourdet nous paraît commenter de façon pertinente lorsqu'il fait remarquer :

L'excitation des dirigeants reflétait notre intense préoccupation devant le drame des maquis laissés sans aide (9)

et non pas l'illusion d'un débarquement imminent.

Si la prise de conscience des dirigeants de la Résistance s'exprime avec la vivacité que l'on imagine, elle n'en est pas moins féconde. Les directives du Comité Directeur des M.U.R. du 1^{er} avril 1943 (10) adressées à toutes les régions témoignent de la profondeur de la réflexion engagée sur les maquis. Elles indiquent clairement que :

Tous les efforts à tous les échelons, doivent être concentrés sur cette lutte contre la déportation qui est l'essentiel du travail actuel de la Résistance.

Elles définissent trois obstacles à vaincre pour amplifier le mouvement de résistance à la déportation :

- *l'impression d'isolement,*
- *la forme passive et non spectaculaire de cette résistance,*
- *le manque de moyens matériels.*

Elles proposent un certain nombre de solutions :

- *la formation de groupes locaux de Résistance capables d'aider les réfractaires soit pour résister sur place, soit pour prendre le maquis ;*
- *l'organisation du soutien de la population pour la propagande et par des manifestations ;*
- *l'appel aux initiatives individuelles locales pour suppléer à l'insuffisance prévisible de l'aide venue d'en haut.*

Elles distinguent deux catégories de réfractaires :

La première est constituée par les hommes qui veulent bien se cacher mais pas se battre ; la seconde par ceux qui sont décidés à la résistance active.

Elles prescrivent la formation de petits groupes *qui ne doivent pas dépasser 30 hommes* et conseillent *la mobilité* comme facteur essentiel de la sécurité.

Ces premiers conseils sont proposés avant la mise sur pied d'une organisation adéquate, ce sera le Service Maquis créé quinze jours plus tard. Ce texte traduit le résultat d'une première réflexion qui montre à quel point Henri Frenay et les membres du Comité directeur des M.U.R. ont compris l'ampleur du problème et la nature spécifique des difficultés qu'il engendre : l'organisation du soutien de la population, la nécessité de créer des groupes mobiles aux effectifs réduits, l'importance au moral du maquisard.

Si la fonction des maquis n'est pas encore clairement définie (on se contente de constater que certains veulent simplement se cacher et d'autres combattre), la réflexion dans ce domaine et dans bien d'autres ne va pas tarder à s'approfondir : ce sera l'œuvre du Service Maquis.

La rapidité sinon de cette prise en charge, du moins de cette volonté de prise en charge, ne saurait dissimuler qu'elle ne s'est pas effectuée sans que s'expriment quelques réserves ou quelques hésitations. Du côté de la Résistance d'abord, au niveau local, il serait utopique de croire que tous les responsables se sont empressés de répondre aux demandes qui leur étaient adressées. Paul et Suzanne Silvestre font état des hésitations des responsables :

Que pensent les Mouvements grenoblois d'une initiative qu'ils n'ont pas eu le temps de mandater ? « Donon », convoqué à Grenoble par Jean Weber de Libération, se voit encouragé par les uns, prendre à partie par les autres pour « son idée de maquis » (11).

Dans le même ordre d'idée, le maquis du Haut-Jura formé en mars 1943 attend de longs mois une aide peu efficace des Mouvements de Lons-le-Saunier et, de guerre lasse, s'en remet à Robert Soulage et au Service Périclès pour prendre en main les jeunes et installer une École de Cadres (12). Au niveau des Mouvements eux-mêmes, il semble que

des réserves soient apparues, si l'on en croit cette formule employée dans les Directives du Comité Directeur des M.U.R. du 1^{er} avril 1943 :

Des initiatives individuelles ont joué, souvent en dehors de nous. Des groupes se sont constitués et ont gagné la montagne. Certains d'entre nous le déplorent alors qu'ils devraient s'en réjouir.

Du côté des réfractaires, les réticences sont parfois plus nettes. Elles ne sont pas très faciles à appréhender parce que ceux qui ont préféré « la planque » à l'engagement dans la Résistance ne l'ont pas volontiers proclamé après la Libération. Dans leur remarquable *Chronique des Maquis de l'Isère*, Paul et Suzanne Silvestre racontent qu'en rentrant une nuit au maquis des réfractaires, le lieutenant Georges Mayer s'est heurté à cette pancarte au texte peu avenant : Ici, on est entre copains, on ne veut pas de chef ! (13). Dans le même ordre d'idée, les responsables de la Résistance de Saint-Claude qui contrôle le Maquis du Haut-Jura naissant, doivent opérer un tri parmi les maquisards et séparer des autres ceux qui refusent la discipline et s'adonnent aux jeux et au marché noir. Ces réactions ne doivent pas être isolées puisqu'Alban Vistel, responsable des M.U.R. de la région R1, signale que :

Quelques groupes très rares échapperont au contrôle, pourront, un temps, se livrer à quelques rapines ou brigandage. Ils seront vite récupérés ou anéantis par notre organisation (14).

Alban Vistel nous rappelle au passage la vigilante attention dont la Résistance a témoigné contre tous les maquisards (appartenant plus ou moins à ses formations) dont le comportement peu scrupuleux risquait de ternir l'image de son idéal et de compromettre sa sécurité. Nous invoquons ces incidents bien davantage pour rendre hommage au sens des responsabilités dont ont fait preuve à tous les niveaux les résistants que pour feindre de nous étonner que tous les réfractaires et tous les maquisards n'aient pas été des saints.

D'une façon générale, la Résistance a rapidement manifesté (d'abord et surtout en zone Sud où elle est plus fortement implantée) sa volonté de contrôler tous les maquis en formation, par souci d'accroître ses forces, pour des raisons de sécurité évidentes et sans doute aussi par méfiance des inorganisés. Elle y parvient, sinon totalement, du moins très largement, le « contrôle » ayant été de nature très varié.

Il n'empêche que jusqu'à l'été de 1944, des réfractaires ont opté pour « la planque » individuelle ou par petits groupes : fermes, chalets et bois sont parfois investis quelques jours ou quelques semaines sans que personne n'y trouve à redire.

II. LA RÉSISTANCE ENCADRE LES MAQUIS.

1) La création du Service Maquis et les premières directives.

« L'organisation adéquate » annoncée par les Directives du Comité Directeur des M.U.R. le 1^{er} avril 1943 est créée deux semaines plus tard. On sait que la direction du Service Maquis est confiée à Michel Brault (« Mézeray », « Jérôme ») avec Georges Rebattet (« Cheval ») comme adjoint à l'organisation et Robert Soulage (« Sarrazac ») comme adjoint chargé de la formation et de l'École des Cadres. Georges Rebattet qui succèdera à Michel

Brault en octobre 1943 a laissé un historique du Service Maquis dans lequel il précise les intentions du C.D. des M.U.R. et de son responsable aux affaires militaires, Henri Frenay :

Le Service Maquis est fondé, son rôle est de "transformer les réfractaires en combattants", sa méthode de prendre en charge tous les maquis existants dépendant des trois Mouvements ou non et d'en créer de nouveaux. Des moyens financiers autonomes lui seront fournis par le C.D. (15).

Le Service va surtout se donner une « doctrine' » en reprenant et en complétant les directives du 1^{er} avril 1943. Il publie en l'espace d'un mois trois textes largement diffusés (17) : la « notice sommaire sur le maquis » du 27 avril 1943 — on peut admettre avec Henri Noguères que mise à l'épreuve du combat, elle n'appellera que peu de retouches (18) — ; puis les circulaires Maquis : N° 1 et 2 du 25 mai 1943.

Dans ses « Principes de base », la notice sommaire sur le maquis indique clairement la volonté de transformer le réfractaire en combattant :

1° : Les Mouvements de résistance n'apporteront leur concours qu'aux hommes qui sont décidés, non seulement à prendre le maquis, mais encore à se battre.

Elle insiste sur l'importance du choix de l'emplacement, réaffirme la nécessité de préserver la sécurité du maquis par des effectifs peu nombreux et dispersés :

Il vaut mieux qu'il existe en France 500 maquis de 50 que 25 maquis de 1000 hommes.

Elle prend clairement position contre le principe des réduits ;

Un maquis n'est pas un réduit (19). Le terme réduit implique l'idée de fixité dans un lieu qu'on défend à outrance. Or, il n'est aucun maquis qui puisse prétendre résister à une attaque en force.

La circulaire donne une série de conseils pratiques sur l'équipement, le ravitaillement, l'habillement (etc.) qui témoignent tous d'une réelle connaissance des problèmes concrets de la vie d'un maquis. Elle insiste sur la mentalité du combattant, proposant même un emploi du temps, donné à titre d'exemple afin de

lutter contre le désœuvrement, générateur de lassitude et de dégoût, de créer puis développer l'esprit d'équipe, enfin de se faire des amis, puis des alliés des habitants de la région.

Le caractère vital du lien qui doit unir le maquisard à la population est abordé à différentes reprises, de même que le rôle du chef de camp et le bon comportement du maquisard. Gilles Levy et Francis Cordet voient dans la circulaire n°2 un véritable code d'honneur du maquisard (20) ; elle fixe une série de règles de bonne conduite ainsi résumée :

L'existence des maquis dépend de leur bonne entente avec la population... Les hommes du maquis sont l'élite du pays.

L'ensemble de ces textes approfondit et traduit en termes concrets les directives du 1^{er} avril. Il constitue le premier apport du Service aux maquis qui se sont constitués en leur fournissant les consignes indispensables à leur survie : tel est bien le premier aspect de la prise en charge - et il faut bien admettre que l'essentiel est alors exposé et que les autres textes ne feront que répéter ces premières consignes dont on ne peut qu'admirer tout à la fois la justesse et la rapidité avec lesquelles elles sont élaborées.

2) Le Service National Maquis : Service vertical (avril 1943 - fin 1943).

À l'origine, le Service Maquis des M.U.R., qui devient en août 1943 le Service National Maquis après que les Mouvements de zone Nord aient accepté de travailler avec lui, fonctionne comme un service vertical, indépendant des autres. « La notice sommaire sur le maquis » l'indique sans ambiguïté :

L'organisation des maquis, leur encadrement et leur action obéiront à une hiérarchie propre.

Dans un premier temps, cette conception semble adaptée à la situation : il faut élaborer et diffuser des directives, nous en avons parlé, il faut recenser les maquis existants. Ce travail de recensement est particulièrement urgent en zone Nord où la Résistance est beaucoup moins structurée, où ses cadres ont une emprise beaucoup plus lâche sur les réalités locales : André Favereau, « Brozen », responsable du S.N.M. zone Nord, évoque :

L'inquiétude avec laquelle nous lançâmes les premiers prospecteurs (!) dans la nature. Il leur fallait en somme, avec des renseignements parfois sommaires, aller traîner leurs guêtres dans les campagnes, faire l'inventaire du département qui leur était confié, y susciter un responsable maquis et lui donner un premier viatique (21).

Ce recensement est, en zone Sud, considérablement facilité par une implantation des M.U.R., autrement plus poussée. Cela ne va pas sans poser d'autres problèmes : comment va se situer le S.N.M. par rapport aux autres hiérarchies : l'A.S. et les Directoires des M.U.R. ? Au début, le problème des maquis paraît suffisamment spécifique pour qu'une organisation spéciale puisse le prendre en charge diffusion des consignes, recensement des maquis, organisation d'une véritable intendance distribuant des fonds et du ravitaillement.

Cette organisation verticale ne se heurte pas à des difficultés majeures tant qu'on en est à la prise en mains des maquis et tant que ceux-ci ne se lancent pas dans l'action immédiate. Or, telle est bien la position officielle du S.N.M. jusqu'à l'automne 1943. "Jérôme" tirant les conclusions d'une réunion des responsables régionaux de zone Sud du S.N.M. déclare, à l'approbation générale, qu'il veut faire des maquisards

nous ne dirons pas des combattants, parce que nous ne sommes pas des fous et n'avons aucunement l'intention de jeter les hommes dans la bagarre avant l'époque J, mais des militaires (22).

Comment faire des militaires sans former des combattants, c'est tout le problème, non seulement des maquis, mais de la Résistance française qui tourne autour de la querelle

de « l'action immédiate ». L'évolution de cette question et de la prise en charge des maquis va transformer la situation du S.N.M. dans la Résistance.

3) Le Service National Maquis s'intègre à la Résistance (fin 1943 – printemps 1944)

Le fonctionnement autonome du S.N.M. dans la Résistance se heurte progressivement à des difficultés. Elles sont vite résolues en zone Nord où « Brozen » proclame dès le début vouloir travailler avec les instances locales.

Nous comprîmes qu'une entreprise d'organisation verticale devait rester extrêmement souple, qu'il fallait respecter le morcellement qui permettait à la solidarité locale et régionale de s'exercer à plein et que, si le Service National Maquis pouvait agir directement sur les maquis ayant une valeur de réduits militaires, il lui fallait s'efforcer d'armer et de ravitailler les autres, sans les enlever à leur cadre local (23).

Il n'en va pas autrement dans certaines régions de zone Sud où le Régional Maquis place de lui-même sous les ordres du Régional A.S. ; Bourguès-Maunoury, D.M.R. en RA, signale dans son rapport du 6 octobre 1943 :

Le Chef régional des maquis (Jaboulay) est d'accord avec le Chef de l'A.S. correspondant et sous ses ordres au point de vue militaire (24).

Il en va de même en R 6 (Auvergne) où Gilles Lévy et Francis Cordet constatent, à l'été 1943 : *les maquis dépendent du chef « Action » (25).*

Alban Vistel, après avoir rendu hommage à l'œuvre pionnière du Service Maquis (il naît comme une réponse au défi imprévu que jette le plan de réquisition des hommes) dénonce sa tendance à l'autonomie.

La conséquence inévitable est la tendance à l'autonomie, aggravée par l'exigence du cloisonnement des activités. Étant donné son importance, le Service Maquis n'échappe pas à la règle qui veut que chaque service incline à se considérer comme un mouvement à soi seul (26).

C'est qu'en se développant les maquis finissent par concerner l'ensemble de la Résistance : la sécurité, le renseignement, le ravitaillement et l'intendance en général, la propagande, l'armement, le recrutement, le commandement, la conduite des affaires militaires... Qui s'occupe des maquis doit se mêler de tout ; d'où le risque des hiérarchies parallèles.

Les responsables du S.N.M. prennent d'ailleurs conscience du problème dans son rapport du 3 octobre 1943 sur « la situation des maquis au 1^{er} octobre », « Jérôme » propose :

La désignation dans chaque région et dans chaque département d'un chef militaire unique qui serait le meilleur, qu'il provienne de l'A.S., des G.F. ou des maquis (27).

Quelque temps plus tard, son successeur « Cheval » formule le même vœu de « resserrement des liens entre l'A.S. et le Maquis » ; dans une note à tous les responsables régionaux Maquis du 18 novembre 1943, il écrit notamment

Chaque fois qu'il est possible de nommer un responsable départemental unique pour l'A.S. et le Maquis, il faut le faire rapidement.

Il est vrai qu'il précise que chaque cas doit être traité isolément et que cette unification doit être considérée *comme un but à atteindre et non comme une consigne à exécuter* (28).

Les responsables de l'A.S. ne pensent pas autrement, à cette nuance près qu'ils considèrent, en zone Nord d'abord, que l'unification se fait par la soumission hiérarchique des maquis à l'A.S. Une note du Comité Militaire zone Nord du 15 novembre 1943 indique sans ambiguïté :

Le Chef régional A.S. détient le commandement militaire et à ce titre le régional maquis est destiné à lui être subordonné en vue de l'action (29).

Ainsi est clairement posée la question du commandement des hommes, dont on conçoit mal qu'il puisse obéir à plusieurs hiérarchies parallèles. S'y ajoute le problème de leur utilisation.

Le problème de l'éventuelle participation des maquis à l'action immédiate est envisagé semble-t-il assez tôt ; dès juillet 1943 « Cheval » participe aux réunions de la Commission d'Action Immédiate de Marcel Degliame comme représentant du S.N.M. A la conférence sur l'Action Immédiate qui se tient à Genève en octobre 1943, la participation des maquis est explicitement évoquée, comme l'atteste le rapport "Hercule" qui chiffre à 15000 l'effectif des maquis susceptibles d'y participer (30).

Le double problème de l'intégration des maquis dans l'ensemble des forces militaires de la Résistance d'une part, et de leur utilisation au profit de l'action immédiate d'autre part, évolue très vite à la fin de 1943 et au début de 1944. Sur le terrain, les responsables Maquis, de leur plein gré ou non, doivent se soumettre aux instances régionales comme André Pavelet, « Villars », qui, en désaccord avec le Chef du Directoire régional Gilbert de Chambrun, est muté sur la demande de ce dernier et remplacé par l'ancien responsable G.F. « Delaunay » (31).

Par ailleurs, « l'action immédiate » gagne des adeptes dans toutes les sphères de la Résistance. Elle se traduit dans les faits dès l'automne 1943. Il ne paraît plus possible de garder au maquis des militaires qui ne soient pas des combattants. Dans son rapport du 31 octobre 1943, Henri Jaboulay, régional maquis R1, constate que :

L'un des plus sûrs moyens, en tout cas un moyen indispensable pour créer la cohésion, l'esprit d'équipe dans les camps et entretenir très haut le moral, c'est l'action (32).

« Jérôme », lui-même hostile, nous l'avons vu, à l'engagement des maquis à l'automne 1943, évolue dans le sens de la participation à l'action. Dans son rapport du 16 février 1944 surnommé « rapport Jérôme », il assigne aux maquis non seulement une mission pour le jour « J » mais encore une action immédiate (pour laquelle il réclame un armement massif) :

Action Immédiate : en règle générale les seuls éléments utilisés pour les opérations antérieures au jour "D" sont les Groupes Francs et les Maquis (33).

Dès lors que le principe de la participation des maquis à l'action immédiate est admis, c'en est fini de leur spécificité et partant de l'autonomie de leur commandement. L'arrivée aux postes de direction de la Résistance des éléments « activistes » (qui se trouvent être en majorité proches du parti communiste) va hâter le processus de l'intégration du S.N.M. La question est définitivement tranchée en mars 1944 par la création des Corps Francs de la Libération qui regroupent toutes les forces militaires de la Résistance. La « lettre de Service pour l'État-Major - C.F.L. » émanant du Comité Directeur du M.L.N. et datée du 24 mars 1944 annonce la fin prochaine du Service National Maquis :

Les branches et les grands services nationaux, (A.S., G.F. Fer, Maquis) qui avaient déjà été regroupés dans le secteur Action sont définitivement supprimés disparaissent en tant que services verticaux (34).

Cette disposition ne va pas sans heurts, si l'on en croit Georges Rebattet qui rapporte qu'elle a été prise après une discussion assez âpre. Il y aura encore quelques rencontres entre responsables maquis, mais :

Le service perd progressivement sa raison d'être et son action propre disparaît à peu près complètement (35).

Georges Rebattet, éliminé du C.N.R. comme du C.D. du M.L.N., adresse à Henri Frenay à Alger un télégramme qui commente ainsi la situation :

Suis éliminé avec tous hommes maquis et Armée Secrète au profit éléments Action Ouvrière et politiques provenant surtout de Libération (36).

Ne revenons pas sur l'aspect politique de l'entrée en force des « activistes » et des compagnons de route du parti communiste aux postes de commandement de la Résistance. Contentons-nous de constater que si cet aspect des choses n'a pas dû jouer un rôle négligeable sur la manière dont S.N.M. a été absorbé par les Corps Francs de la Libération, l'évolution vers une unification des forces militaires de la Résistance était devenue, au début de 1944, inéluctable.

Si le Service National Maquis disparaît progressivement (en tout cas définitivement au 6 juin 1944) ce n'est pas faute d'avoir bien travaillé. Au contraire, peut-on dire, c'est parce que les maquis deviennent une force considérable, en effectifs comme en potentiel d'action, qu'ils cessent de devenir une entité spécifique. Le Service Maquis a rempli sa mission qui était de transformer les réfractaires en combattants. Il était inéluctable que tous les combattants se soumettent un commandement unique.

4) L'œuvre du Service National Maquis.

Elle est capitale dans les premiers temps, tant que les maquis peuvent être considérés comme posant un problème spécifique. Ne revenons pas sur ce que nous avons

dit du travail de réflexion théorique et pratique sur l'utilisation des maquis et leur organisation. Il constitue probablement l'apport essentiel du S.N.M. à la Résistance. Rappelons également le premier travail de prospection, de contact et de prise en charge qui, durant les premiers mois, a permis d'intégrer en fait les maquis à la Résistance.

À ces tâches que nous avons déjà évoquées, il faut en ajouter une troisième perceptible sur le terrain : le Service National Maquis a fonctionné comme une intendance au service des maquis. Henry Ingrand, chef du Directoire Régional des M.U.R. de R6 (Auvergne) a publié le budget des M.U.R. de septembre 1943. Il situe bien l'ampleur des sommes collectées au profit des maquis : 721 060 francs pour les maquis, contre 60 000 francs pour le secteur Action et 66 000 francs pour l'organisation (37). Un peu partout l'on retrouve l'action des Responsables Maquis intervenant à divers titres pour régler les problèmes d'intendance (dont il est à peine besoin de rappeler le caractère vital !) : organisation de distribution de gros ravitaillements détournés à une vaste échelle (distribution à l'École des Cadres du Haut-Jura à l'automne 1943) ; organisation des transports : le Régional Maquis de R6, René Huguet, est nommé par le Directoire des M.U.R. responsable des transports et du camouflage du matériel (38) ; mise sur pied d'un service de santé avec l'utilisation des hôpitaux en R4 (39) ou encore création d'un service de propagande et d'animation dans les maquis de R6 (40).

C'est avec une grande modestie, un peu d'ironie et croyons-nous, beaucoup de justesse, qu'André Favereau « Brozen » fait le bilan de l'action du service dans la zone Nord :

L'existence du Service se faisait sentir. Elle apportait un appui matériel précieux. Elle affermissait les énergies. Le Service était connu par une sorte d'osmose de la vie secrète, même là où il ne s'exerçait pas, et n'aurait-il apporté que le sentiment de l'existence d'une sorte d'administration du maquis contre l'insuffisance de qui pester, c'était déjà un grand réconfort pour ces hommes qui étaient seuls (41).

Il est au moins trois domaines dans lesquels les limites de l'œuvre du Service Maquis sont évidentes : s'il a intégré les maquis à la Résistance, il n'en a pas pris la direction pour des raisons que nous avons évoquées. Dans le domaine matériel, son action réelle est néanmoins réduite ; il est vrai que ses moyens sont limités face à l'immensité des besoins, il ne dispose en particulier pas de la maîtrise des parachutages et de l'armement qui constitue le besoin essentiel. Son école de cadres a fourni aux autres maquis un nombre de chefs limité. On connaît les jugements sévères, et probablement injustes, portés sur l'œuvre de Robert Soulage qui mériterait d'être un jour étudiée. Quoi qu'il en soit, il est bien certain qu'elle n'a fourni qu'une intime proportion de chefs aux centaines de maquis qui ont d'abord recruté sur le terrain leur encadrement.

Si nous avons longuement traité du Service National Maquis, c'est bien évidemment parce qu'il offre la réponse la plus cohérente et la plus visible de la Résistance aux problèmes des maquis qu'elle découvre au début de 1943. Cela ne signifie évidemment pas qu'il exerce un monopole quelconque. Il n'a d'abord jamais contrôlé tous les maquis - même s'il a prétendu le faire -. Les maquis F.T.P. d'abord, puis ceux de l'O.R.A., lui ont presque totalement échappé. Il faut ensuite se garder d'une vue trop administrative de la Résistance. Au niveau local, tout le monde s'occupe un peu de tout, et toutes les études régionales confirment que les autres services de la Résistance ont aidé les maquis : le Service Social a fourni des subsides ou du ravitaillement, le N.A.P. et le Service de Renseignement ont récolté de précieuses informations, les G.F. ont opéré des réquisitions, l'A.S. a fourni des

cadres et de l'armement... Enfin, à un autre niveau, (bien que cela n'entre pas directement dans notre sujet) rappelons l'œuvre du Comité d'Action contre la Déportation d'Yves Farge qui gère les fonds du Service National Maquis. La mission du C.A.D. - après bien des conflits de compétences ! - a été de transformer les maquis en réfractaires, avant que le S.N.M. ne transforme les réfractaires en combattants.

III. LES MAQUIS TRANSFORMENT LA RESISTANCE

La prise en charge des maquis par la Résistance ne s'est pas effectuée sans profondes transformations de cette dernière.

1) Changement de l'état d'esprit des résistants

C'est un lieu commun que de rappeler qu'avec l'arrivée des réfractaires au maquis, la Résistance gonfle ses effectifs dans des proportions inconnues jusqu'alors. Elle avait auparavant quelques militants et beaucoup de potentialités, elle se retrouve à la tête d'une masse de jeunes à encadrer. C'est une autre évidence que de redire que ce recrutement s'opère sur une base toute différente : les pionniers ont adhéré à la Résistance par conviction, les nouveaux venus y entrent souvent par obligation. Leur encadrement pose des problèmes tout différents. Si beaucoup jugent cette brutale arrivée comme un facteur stimulant, un accélérateur de l'histoire de la Résistance, d'autres, outre la nostalgie qu'ils éprouvent de l'ancien temps des pionniers, ont été sensibles au rôle de frein joué par cette masse moins motivée et moins bien formée.

C'est ce qu'exprime l'ancien chef F.F.I. de l'Isère, le général Le Ray, quand il évoque les quinze mois qu'a duré :

la servitude dominante des Mouvements de Résistance : faire vivre leurs maquis et veiller à leur sécurité... Déchargés du fardeau écrasant de cette foule à entretenir et à protéger, nous aurions pu nous consacrer à l'essentiel avec un petit nombre de formations légères hautement spécialisées et entraînées (42).

Cette servitude ne constitue pas - et le général Le Ray en convient lui-même - le seul aspect de la situation nouvelle créée par les maquis. L'arrivée d'une masse de maquisards va rendre la situation urgente. Cette urgence nouvelle est bien traduite par ceux qui l'ont vécue à la base : en Corrèze, Louis Le Moigne et Marcel Barbanceys observent avec justesse :

Lors du recrutement avec l'A.S. et de sa formation en unités, on ne pouvait guère fixer aux volontaires des objectifs précis dans leur nature... Mais avec le S.T.O. ce sont des problèmes immédiats qu'il faut traiter, problèmes qui vont exiger de chacun des efforts répétés pour ne pas dire continus. Il faut contacter les jeunes gens qui reçoivent leur ordre de départ... S'engager à cacher les défailants et à les nourrir... Il faut prendre contact avec les paysans... Rechercher les complicités indispensables (43).

2) Les transformations des relations avec la population

Cette urgence se retrouve dans les relations avec la population. L'ampleur du soutien qui lui est demandé l'oblige à se déterminer souvent sur le champ : le paysan accepte-t-il d'héberger ou non, refuse-t-il de ravitailler, prend-il le risque de devenir complice en ne dénonçant pas ? Autant de questions multiples, concrètes et immédiates. Il faut choisir comme le confie le maire des Adrets à Paul et Suzanne Silvestre :

Ils étaient là dans nos campagnes, face à face, (souligné) avec nous... Nous ne pouvions être neutres (44).

C'est qu'avant les maquis, la Résistance tente d'entraîner la population dans une action d'avant-garde dont l'urgence est plus ou moins ressentie, la libération et la victoire ne pouvant être qu'à long terme. L'aide aux maquisards au contraire est immédiate. Son effet est quasiment tangible et débouche sur un succès concret : les requis ne partent pas en Allemagne et le S.T.O. est mis en échec. L'action mobilisatrice du maquis se situe à un autre niveau. Avant le maquis, la Résistance mène une bataille d'idées, elle veut convaincre les Français de la nécessité de reprendre le combat. Avec le maquis, en plus, elle s'adresse aux sentiments. Il ne s'agit plus seulement d'aider une avant-garde, il faut cette fois porter secours à des victimes. Le choix du terme « déportation » pour qualifier l'envoi des travailleurs en Allemagne est à cet égard tout à fait significatif même s'il n'avait pas alors la valeur qu'on lui donne actuellement.

La propagande de la Résistance et son image de marque dans l'opinion publique s'en trouvent renforcées : elle entreprend une action de secours à des victimes, elle mène un combat immédiatement victorieux, en même temps elle justifie *a posteriori* la valeur de son action passée. La presse clandestine qui, dans sa grande majorité, a dénoncé le caractère insupportable de l'occupation et la nocivité du régime de Vichy, tire argument de l'ancienneté de sa position pour affirmer qu'elle avait raison. Le discrédit rejaillissant sur le régime de Vichy qui organise le S.T.O. est à la mesure du prestige qui rehausse alors la Résistance. Prendre le maquis c'est d'abord rejeter les lois de l'État français, la circulaire n° 2 du 25 mai 1943 du Service Maquis exprime avec force cette évidence :

Tout homme des maquis est un ennemi du maréchal Pétain et des traîtres qui lui obéissent.

Cette urgence de la situation engendrée par les maquis transforme les relations avec les collaborateurs. C'est ainsi que, dans le Jura, les périodes et les lieux d'exécution de collaborateurs coïncident assez exactement avec l'implantation des maquis. Présentant l'enquête du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale, Marcel Baudot constate que :

Ce sont les départements où les maquis ont été les plus nombreux et les plus agissants... qui offrent le plus grand nombre d'exécutions sommaires (45).

Plus que toute autre unité, le maquis est fragile et le maintien de sa sécurité, menacée par les dénonciateurs ou réputés tels, mérite lui aussi une solution urgente !

3) Les maquis relancent la querelle de l'action immédiate

Les organisations de Résistance sont ébranlées par l'urgence de la situation nouvelle créée par les maquis. Les maquisards sollicitant de l'aide auprès des résistants locaux, ceux-ci répercutent cette demande auprès de leurs dirigeants. À leur tour les responsables des Mouvements se retournent vers ceux dont ils estiment qu'il est de leur devoir d'aider les maquis : les Alliés, les services du général de Gaulle et, plus près d'eux, la Délégation Générale et d'abord Jean Moulin.

Nous avons cité le télégramme de Jean Moulin du 23 mars 1943 constatant « l'excitation » des dirigeants de la Résistance ; c'est que ces derniers voient une urgence là où lui ne la saisit probablement pas très concrètement. Le problème des maquis va constituer un sujet de discordance supplémentaire entre les Mouvements et les services du général de Gaulle. Claude Bourdet considère même que :

S'il y a un domaine dans lequel l'incompréhension des services du général de Gaulle, tant à Londres qu'en France, a été caractéristique, ce fut celui des maquis (46).

Il faut admettre que les choses commencent fort mal puisque c'est précisément au moment où la Résistance va prendre en charge les maquis que Jean Moulin annonce pour mars et avril 1943 une réduction de 40 % du budget alloué aux Mouvements (47).

Cet état de pénurie est à l'origine de ce que l'on a appelé « l'affaire Suisse », c'est-à-dire la recherche de subsides auprès des Américains contre la communication de renseignements. Guillaumin de Bénouville rapporte en quels termes il s'en est expliqué auprès de Jean Moulin en mai 1943. Ils permettent de saisir l'état d'esprit des dirigeants des Mouvements et leur situation vis-à-vis de Londres.

La question de l'unité de la Résistance française est en jeu. Les sommes que les maquis nous demandaient il y a quelque temps, maintenant ils les exigent de nous. Pouvions-nous, au moment des décrets de Laval, ne pas lancer notre campagne « Pas un homme pour l'Allemagne » ? Je ne le crois pas. C'était un devoir national d'empêcher ces hommes de partir, de les retenir auprès de nous, de les défendre, de les grouper, de les armer. Et c'est le moment que vous avez choisi pour réduire l'ensemble de nos budgets (48).

C'est le début d'une longue incompréhension sur l'urgence d'aider les maquis.

Replaçons la création du Service Maquis dans son contexte historique du début de 1943. C'est l'époque où Henri Frenay et, disons-le franchement, la majeure partie des dirigeants des Mouvements, désapprouvent le strict cloisonnement que Jean Moulin et Delestraint veulent imposer entre l'A.S. et les Mouvements, entre le militaire et le politique. Alors que Delestraint veut soustraire le commandement de l'A.S. à l'autorité et même au contrôle du C.D. des M.U.R., la Délégation tente d'imposer les grands services verticaux. Dans ce contexte la création d'un Service Maquis dépendant directement des M.U.R. présente l'avantage évident de placer les maquis sous la dépendance des Mouvements et non pas sous l'autorité de l'A.S. de Delestraint. Déjà les Groupes Francs et l'Action Ouvrière étaient demeurés rattachés au C.D. des M.U.R. Nous avons indiqué par ailleurs que la création d'un Service Maquis nous paraissait largement justifiée par les circonstances. Mais on peut admettre que dans la forme et le contexte dans lequel il naît, le Service Maquis est une entreprise qui permet au C.D. des M.U.R. de conserver des hommes que l'A.S.

prétendait lui retirer. Même si ce n'est pas l'aspect principal, c'est probablement celui qu'a retenu Jean Moulin qui écrit le 4 juin 1943 à André Philip :

Les dirigeants des Mouvements, voyant l'A.S. leur échapper dans une certaine mesure, essaient de reconstituer une autre A.S. avec les « maquis » (49).

Avec un temps de retard il semble que Jean Moulin comme le général Delestraint soient eux aussi pris au dépourvu par l'apparition des maquis. Convenons avec Henri Michel que Jean Moulin

n'avait sur leur utilisation, que des idées traditionnelles assez étroites (50).

C'est probablement son ignorance, voire sa méfiance des maquis qui explique que ni lui, ni le général Delestraint n'ait réclamé le rattachement du Service Maquis à l'A.S. qui, de toute évidence, ouvrait de larges perspectives. Henri Noguères nous paraît fournir une bonne explication à cette « réserve » des deux hommes :

Ce qu'ils savent de l'état d'esprit des maquisards est, en effet, de nature à les inquiéter : la guérilla, le harcèlement, les sabotages sont autant d'activités que les cadres de l'Armée Secrète auxquels on inculque de sages principes d'attentisme et de « jourjisme » n'ont nullement l'intention de pratiquer. Il vaut donc mieux dans la mesure du possible maintenir entre l'Armée Secrète et les maquis, une prudente distance (51).

Voilà qui nous invite à aborder la grande question que les maquis ont à nouveau soulevée avec urgence, celle de l'utilisation des hommes et de la stratégie de la Résistance. On conçoit que le choix « attentisme » ou « activisme » - étant bien admis qu'il n'est pas toujours aussi tranché - ne se présente pas avec la même acuité selon que l'on a affaire à des sédentaires ou à des maquisards. Cette question de l'armement et de l'engagement des maquis déborde évidemment du cadre de notre communication. Contentons-nous de rappeler cette simple vérité que les hommes de la Résistance, sur place, ont vécu dramatiquement l'incompréhension dont ils se sont sentis victimes. Incompréhension qui a vite révélé une méfiance certaine envers les maquis. C'est avec stupéfaction que les maquisards et les responsables F.F.I. constatent en septembre 1943 que la mission Cantinier est dépêchée dans les maquis de R1 sans que les envoyés connaissent les structures régionales de la Résistance (ni même le D.M.R. Bourguès Maunoury). C'est avec consternation qu'ils entendent Cantinier leur déclarer :

Les envois seraient prématurés, les armes se rouillent et les actions immédiates ne semblent pas intéressantes (52).

Il est symptomatique de cet état d'esprit des hommes de la Résistance que ce soit l'ancien chef de Libération, devenu Commissaire à l'Intérieur du C.F.L.N., Emmanuel d'Astier de la Vigerie, qui soit allé en janvier 1944 plaider personnellement, et avec quelque succès, la cause de l'armement des maquis auprès de Churchill, dont d'Astier a rapporté la célèbre question :

Pouvez-vous m'assurer que les Français n'utiliseront pas les armes contre eux-mêmes, qu'ils obéiront aux ordres du général Eisenhower sans aucune réserve inspirée par des raisons politiques (53) ?

Revenons en France pour constater que dans leur masse, les maquisards ont à l'époque ignoré les querelles qu'ils alimentaient en haut lieu. Conscients de l'importance de l'unité de la Résistance et plus encore du sentiment unitaire, les responsables des Mouvements ont dissimulé à leur base l'ampleur des clivages qui se dessinaient. Dans ses directives du 1^{er} avril 1943, en pleine période tension avec la Délégation, le C.D. des M.U.R. assure :

Nous pouvons vous affirmer que le Général de Gaulle, particulièrement préoccupé de la situation, est décidé à nous apporter toute l'aide en son pouvoir et réclame tous les moyens possibles.

Rien n'est alors moins sûr, mais « le symbole » n'est-il pas intouchable ?

IV. LA DIVERSITE DES MAQUIS DANS LA RESISTANCE

Notre évocation des maquis dans la Résistance serait incomplète si nous ne portions pas notre attention à un autre niveau, celui de la base. Dans quelle mesure les organisations de Résistance ont-elles contribué à modeler les maquis, à orienter leur utilisation, à façonner leur état d'esprit ?

1) Les maquis : des unités combattantes ?

Nous avons dit qu'à partir de l'automne 1943, les maquis s'orientent vers l'action. Les dirigeants de la Résistance intérieure se rallient dans leur grande majorité au principe de l'engagement immédiat des maquis. Implicitement ou explicitement, ils condamnent le maquis-refuge. Et pourtant, sur la masse des maquis dont la France s'est couverte, combien se sont lancés effectivement avant le jour J dans l'action immédiate ? Une minorité probablement, selon un rythme qui ne semble obéir à aucune logique encore décelée, en tout cas selon des rythmes non « synchrones ». La lecture des divers ouvrages régionaux témoigne du fait qu'il n'y a pas de mouvement d'ensemble. Il est probable qu'on assiste à un démarrage à l'automne 1943, mais il ne concerne qu'une minorité de maquis. Souvent, ce sont les Allemands ou les forces de l'ordre françaises qui prennent l'offensive. Installés dans le Haut-Jura depuis mars 1943, les maquisards reçoivent leur baptême du feu le 7 avril 1944 lorsqu'ils sont attaqués par les Allemands. À l'intérieur d'une même région, voire dans un même département, les maquis combattants voisinent avec les maquis-refuges. Les réalités locales et probablement d'abord la personnalité du chef de maquis expliquent ces différences.

La presse clandestine comme les directives des organisations de Résistance exaltent la vertu combattante des maquis. A-t-elle été majoritaire ? Nous en doutons. Les exemples de maquis participant à la guérilla avant le jour « J » ne cachent-ils pas la masse de ceux qui ont attendu le débarquement ? Les responsables de la Résistance ne cessent de proclamer que les maquis veulent se battre, n'est-ce pas autant un mot d'ordre que la traduction d'un

sentiment général ? L'historien communiste Roger Bourderon, peu suspect de complaisance envers les « attentistes », constate dans le Languedoc méditerranéen ?

L'attentisme était une attitude spontanée, il fallut convaincre que la libération ne viendrait pas toute seule (54).

Le général Le Ray que nous avons cité, évoquant le « fardeau » des réfractaires, traduit cette sensation de pesanteur qu'ont éprouvée ceux qui avaient la charge et la volonté d'engager les maquis dans l'action.

Au printemps 1944, la Résistance ne maîtrise plus les effectifs des maquis. Dès avant le débarquement parfois, et massivement dans les journées qui ont suivi le 6 juin, on assiste à une poussée sans précédent de montée au maquis, presque toujours sans ordre de mobilisation générale. En Bretagne, Marcel Baudot observe que :

Pas même au temps des volontaires de 1793 on n'avait assisté à pareille levée en masse de patriotes accourant vers le maquis. Les effectifs de ceux-ci s'accrurent en quelques heures (55).

Comme en 1943, lors de l'apparition des maquis, les données de la situation sont bouleversées par devant la « spontanéité » populaire, mais cette fois les chefs des maquis déjà constitués ou devant l'être à cette date sont mieux armés (sinon au propre, du moins au figuré) pour faire face.

2) De la diversité régionale

La France s'est couverte de centaines de maquis et les études régionales attestent de leur réelle diversité. Car les directives, les circulaires, les notes émanant des diverses organisations de Résistance n'ont pas forgé les maquis selon un moule unique - et telle n'était pas leur prétention -. Elles ont fixé un cadre général, délivré des conseils, défini une tactique de la guérilla. Sur le terrain, il fallait adapter ces directives aux conditions naturelles, à la densité de l'occupation allemande, aux caractères des hommes. La Résistance n'est pas une administration, elle est faite de l'engagement personnel de ceux qui la composent. Comment s'étonner que les caractères des maquis soient marqués par la personnalité de leurs chefs. De grands noms émergent : Romans-Petit, Guingouin, « Tom »-Morel... mais combien d'autres, qui n'ont pas eu accès à la renommée nationale, n'en ont pas moins marqué le maquis de leur empreinte : Robert Leblanc et son maquis « Surcouf » en Normandie, Léonce Dussarat, « Léon des Landes », Émile Coulaudon, le colonel « Gaspard » en Auvergne, le lieutenant Vichard et son maquis de Corcieux dans les Vosges (56)... Un voyage dans les maquis de France nous conduit à rencontrer sur notre chemin ces personnalités dont l'émergence invite à plonger dans les profondeurs de la Résistance pour en saisir toute l'originalité.

Faut-il rappeler que certains chefs de maquis se sont formés pour ainsi dire tout seuls : Romans-Petit dans l'Ain, comme Georges Guingouin dans le Limousin, ont seuls élaboré leur tactique, créé leur propre école de cadres, lancé leurs maquis dans l'action ; l'un et l'autre revendiquent à juste titre (57) l'honneur d'avoir forgé leur maquis en tirant progressivement les leçons de leur expérience concrète, chacun avec sa personnalité. Leur cas, évidemment extrême, nous invite à nous méfier d'une vision trop administrative de « La » Résistance.

Dans quelle mesure les maquis sont-ils façonnés à l'image des organisations qui les revendiquent ? La réponse semble varier. D'abord selon les formations : les maquis O.R.A. doivent avoir une allure plus militaire que les autres ; dans la période antérieure au 6 juin, les maquis F.T.P. se distinguent probablement par l'intensité de leur engagement ; ceux qui se réclament des divers Mouvements, puis des F.F.I., offrent au contraire une multiplicité de visages : plus ou moins étoffés, plus ou moins militarisés, plus ou moins armés, plus ou moins engagés dans la guérilla...

Dans certains cas, le sentiment d'appartenance à une formation joue un grand rôle : Paul Silvestre évoque les « seigneuries » qui se constituent dans l'Isère où les Mouvements semblent dès le début délimiter les aires d'implantation géographique de leur maquis (58). En Bourgogne, par contre, Maurice Lombard met l'accent sur la personnalité du chef de maquis indépendamment de toute étiquette d'appartenance, il était

fort indépendant à l'égard des chefs départementaux de la Résistance. Certains se réclamaient du parrainage de plusieurs mouvements pour cumuler les secours. Ils pouvaient changer d'allégeance sans grandes difficultés, avec l'assurance de conserver la fidélité de leurs hommes (59).

Les deux situations n'étant au demeurant pas totalement contradictoires ; on peut avoir des comportements semblables et revendiquer des « étiquettes » différentes !

Quel est le poids relatif des facteurs locaux, des contraintes historiques générales et de l'intervention des organisations de Résistance dans l'évolution des maquis ? C'est ce qu'une enquête systématique pourrait peut-être nous apprendre.

CONCLUSION

Que les maquis soient nés en dehors de l'initiative des dirigeants de la Résistance ne fait aucun doute. La capacité de ceux-ci à prendre rapidement en compte un phénomène totalement imprévu d'eux nous paraît être le meilleur signe de leur aptitude à écouter les masses, de l'ampleur de leur réflexion et de leur possibilité d'adaptation à une réalité en mouvement.

La prise en charge des maquis par les Mouvements s'effectue en grande partie - mais pas exclusivement - par l'intermédiaire d'un service spécialisé : le Service National Maquis. Sa création constitue la meilleure réponse aux problèmes spécifiques posés par les maquis. C'est la réussite même du Service National Maquis qui crée les conditions de sa propre disparition : les réfractaires devenus combattants ont dû se soumettre à un commandement unique des maquisards et des sédentaires.

Une autre communication étant prévue sur ce thème, nous avons accordé peu de place aux maquis dans la stratégie F.T.P. Elle est partiellement différente dans la mesure où les F.T.P. n'ont jamais créé en leur sein une direction spéciale des maquis. C'est que les maquis n'ont intéressé les F.T.P. que dans la mesure où ils pouvaient constituer des détachements F.T.P. dans les bois et dans les montagnes. C'est d'ailleurs ainsi que les dénomme le plus souvent L'Humanité qui, au contraire des autres journaux clandestins, emploie rarement le terme de maquis. Ceci nous paraît expliquer la relative infériorité numérique des maquis F.T.P., variable selon les régions, mais globalement probable jusqu'en 1944 (60).

La prise en charge des maquis a profondément modifié la Résistance. Elle a gonflé ses effectifs et développé ses liens avec la population, elle lui a offert un terrain de propagande aux dimensions illimitées. Les maquis ont obligé la Résistance à préciser sa stratégie et finalement à l'orienter vers l'action immédiate, ce qui n'est pas allé sans heurt dans ses propres rangs et dans ses relations avec la Résistance extérieure. Toutes les questions soulevées par les maquis sont placées sous le signe de l'urgence, c'est pourquoi ils ont joué un rôle d'accélérateur dans l'histoire de la Résistance.

NOTES

1. FRENAY (Henri), *La nuit finira*, 1973, p. 276.
2. SILVESTRE (Paul), "S.T.O., maquis et guérilla dans l'Isère", in *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, n° 130.
3. Cité in ALBAN VISTEL, *La nuit sans ombre*, 1970, p. 605.
4. ALBAN VISTEL, *op. cit.*, p. 318.
5. ROMANS-PETIT (Henri), *Les maquis de l'Ain*, 1974, p. 22.
6. SILVESTRE (Paul et Suzanne), *Chronique des maquis de l'Isère*, 1978, p. 39.
7. Lettre de Henri FRENAY à PASSY du 13 juillet 1950, publié in PASSY, *Mémoires*, tome III, p. 400.
8. Cité in MOULIN (Laure), *Jean Moulin*, 1982, p. 299.
9. BOURDET (Claude), *L'aventure incertaine*, 1975, p. 195.
10. Publié in ALBAN VISTEL, *op. cit.*, p. 605.
11. SILVESTRE (Paul et Suzanne), *op. cit.*, p. 39.
12. Cf. MARCOT (François) et BAUD (Angèle), *La Résistance dans le Jura* (à paraître).
13. SILVESTRE (Paul et Suzanne), *op. cit.*, p. 40.
14. ALBAN VISTEL, *op. cit.*, p. 322.
15. REBATTET (Georges), Témoignage et historique du Service Maquis, Archives du C.H.G., Archives Nationales 72 AJ.
16. Cf. Ordre de bataille du Service National Maquis in NOGUERES (Henri) et Coll. *Histoire de la Résistance en France*, tome IV, p. 670
17. Textes intégralement publiés dans NOGUERES (Henri) et coll., p. 657 à 670
18. NOGUERES (Henri), *op. cit.*, tome III, p. 302.
19. Souligné dans le texte.
20. LEVY (Gilles) et CORDET (Francis), *À nous l'Auvergne*, 1974, p. 82.
21. FAVEREAU (André), article "Zone Nord", in *La France et son Empire dans la guerre*, tome II, 1947, p. 77.
22. Compte rendu de réunion des responsables régionaux du S.N.M., 25-27 octobre 1943, cité in NOGUERES (Henri), *op. cit.*, tome IV, p. 59-60.
23. FAVEREAU (André), *op. cit.*, p. 78.
24. Cité in NOGUERES (Henri), *op. cit.*, tome III, p. 633.
25. LEVY (Gilles) et CORDET (Francis), *op. cit.*, p. 96.
26. ALBAN VISTEL, *op. cit.*, p. 333.
27. Cité in HOSTACHE (René), *Le C.N.R.*, 1958, p. 385.
28. Cité in NOGUERES (Henri), *op. cit.*, tome IV, p. 129.
29. *Idem.*
30. Cité in GUILLAIN DE BENOUVILLE, *Le sacrifice du matin*, 1946, p. 132.

31. De CHAMBRUN (Gilbert), *Journal d'un militaire d'occasion*, 1982, p. 132.
32. Cité in ALBAN VISTEL, *op. cit.*, p. 612.
33. Publié par LEVY (Gilles) in *Revue Historique de l'Armée*, n° 4, 1969, p. 58.
34. Cité in NOGUERES (Henri), *op. cit.*, tome IV, p. 492.
35. Témoignage REBATTET (Georges), *op. cit.*
36. Cité in FRENAY (Henri), *op. cit.*, p. 441.
37. INGRAND (Henry), *Libération de l'Auvergne*, 1974, p. 31.
38. *Idem*, p. 23.
39. Témoignage PAVELET (André) in Archives C.H.G., Archives Nationales 72 AJ.
40. Cf. Rapport du Chef Régional des Maquis d'Auvergne, in *Revue Historique de l'Armée*, *op. cit.*, p. 185.
41. FAVEREAU (André), *op. cit.*, p. 78.
42. LE RAY (Général), préface à SILVESTRE (Paul et Suzanne), *op. cit.*, p. 12.
43. LE MOIGNE (Louis) et BARBANCES (Marcel), *Sédentaires, réfractaires et maquisards. L'Armée secrète en Haute-Corrèze*, 1979, p. 64
44. Cité in SILVESTRE (Paul et Suzanne), *op. cit.*, p. 71.
45. BAUDOT (Marcel), "La répression de la collaboration..." in *La Libération de la France* (colloque), 1976, p. 767.
46. BOURDET (Claude), *op. cit.*, p. 192.
47. Cf. FRENAY (Henri), *op. cit.*, p. 199.
48. GUILLAIN DE BENOUVILLE, *op. cit.*, p. 362.
49. Cité in MOULIN (Laure), *op. cit.*, p. 326.
50. MICHEL (Henri), *Jean Moulin l'unificateur*, 1971, p. 155.
51. NOGUERES (Henri), *op. cit.*, tome III, p. 304.
52. Rapport de « Bourdelle », chef du Directoire des M.U.R. de R1, 19 octobre 1943, cité in ALBAN VISTEL, *op. cit.*, p. 329.
53. D'ASTIER (Emmanuel), *Les dieux et les hommes*, 1952, p. 83.
54. BOURDERON (Roger), *Libération du Languedoc méditerranéen*, 1974, p. 74.
55. BAUDOT (Marcel), *Libération de la Bretagne*, 1974, P. 21.
56. Cf. successivement BAUDOT (Marcel), *Libération de la Normandie*, 1974 ; GOUBELLE (M.), *La Résistance dans les Landes*, s. d. ; LEVY (Gilles) et CORDET (Francis), *op. cit.*; DODIN (Robert), *La Résistance dans les Vosges*, 1980.
57. Cf. ROMANS-PETIT (Henri), *op. cit.*, et GUINGOUIN (Georges), *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, 1974.
58. SILVESTRE (Paul), *op. cit.*, p. 8.
59. LOMBARD (Maurice), "Les maquis et la Libération de la Bourgogne", in *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, n° 55, p. 38.
60. Ce retard est implicitement reconnu par la note du Comité Militaire National F.T.P. du début de 1944 qui critique les cadres qui *se désintéressent du recrutement et de l'encadrement des réfractaires*. Cité dans TILLON (Charles), *Les F.T.P.*, 1962, p. 660.